

## VALEURS DE GAUCHE, VALEURS DE DROITE ET IDENTITÉS RELIGIEUSES EN EUROPE

[Pierre Bréchon](#)

Éditions Technip & Ophrys | « [Revue française de sociologie](#) »

2006/4 Vol. 47 | pages 725 à 753

ISSN 0035-2969

ISBN 9782708011564

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2006-4-page-725.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Technip & Ophrys.

© Éditions Technip & Ophrys. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pierre BRÉCHON

## Valeurs de gauche, valeurs de droite et identités religieuses en Europe

### RÉSUMÉ

À l'aide des données de l'*European Values Survey* (1981 et 1999), l'article montre d'abord que se dire de droite ou de gauche continue de faire sens. Ces identités politiques sont relatives, nuancées, plurielles mais elles dépassent les frontières nationales : les mêmes relations – plus ou moins fortes – entre valeurs et échelle gauche-droite se lisent dans toute l'Europe de l'Ouest. L'article montre ensuite que les identités politiques sont liées aux identités religieuses et que ces deux facettes de la construction individuelle ont des effets combinés complexes sur de nombreuses valeurs. Mais les appartenances générationnelles et le niveau d'éducation peuvent parfois aussi contribuer fortement à rendre compte de l'univers des valeurs. Dans une Europe individualisée, les valeurs sont multiples et bricolées, mais il existe une certaine régulation des préférences individuelles.

On a beaucoup dit ces dernières années que, dans nos sociétés contemporaines, le choix des valeurs était de plus en plus individualisé, que les personnes refusaient de simplement se couler dans le moule des grandes idéologies et de s'en remettre à des maîtres à penser. Le bricolage des identités et des opinions serait devenu la norme. Si ces affirmations peuvent effectivement être soutenues, peut-on pour autant en conclure à la disparition complète des appartenances et des identités construites ? Si c'était le cas, le choix des opinions et des valeurs des individus serait désormais guidé seulement par l'intérêt, ou par la rationalité du moment, sans effet des appartenances à différents groupes sociaux et de la socialisation antérieure. Chaque personnalité n'aurait aucune constante dans ses orientations et aurait à décider à nouveaux frais tous ses comportements. Même si les processus d'individualisation sont des réalités bien établies, ils ne conduisent pas à l'atomisation des sociétés et à la perte de tout principe organisateur des systèmes de valeurs. Nous voudrions d'abord le montrer en analysant les valeurs de gauche et de droite, pour voir si ces notions font encore sens pour les individus. Fonctionnent-elles comme des principes organisateurs des opinions et des comportements ? Peut-on repérer des valeurs, concernant les différents domaines de la vie, qui seraient tout particulièrement prônées par les personnes de gauche ou de droite ? Peut-on aller jusqu'à décrire une identité de droite opposée à une identité de gauche, qui aurait un contenu relativement stable dans les différents pays de l'Europe de l'Ouest ?

Mais l'identité politique est-elle le seul ou le principal facteur structurant l'univers des valeurs ? Dans des sociétés européennes où la sécularisation se développe, les identités religieuses, produit d'une socialisation, sont-elles encore un principe organisateur des systèmes de pensée et de l'agir ? Nous essaierons de montrer que la construction d'une identité religieuse, indifférente ou athée, joue aussi un rôle important et que ces deux dimensions de l'identité – politique et religieuse – entretiennent des liens complexes et différents selon les domaines. Nous montrerons enfin que d'autres facettes des appartenances et des identités peuvent se révéler très influentes dans les choix de valeurs.

Les notions de gauche et de droite sont nées en 1789 dans le contexte de la Révolution française et sont devenues progressivement au XIX<sup>e</sup> siècle un principe de classement des partis et tendances politiques dans un très grand nombre de pays et notamment dans toute l'Europe de l'Ouest. Ce vocabulaire est aussi progressivement devenu un identificateur des références des citoyens en matière politique, notamment à travers leur vote pour des partis de droite ou de gauche, mais aussi à travers leur soutien aux programmes et aux idées défendues par ces partis. Cette grande dichotomie simpliste, même si elle a été très tôt contestée comme réductrice et sans contenu, s'est en fait imposée largement dans les représentations (Schweisguth, 1994). Sur le long terme, il est en effet impossible de donner un contenu aux notions de gauche et de droite, même pour un seul pays. En France par exemple, ce clivage a opposé pendant de nombreuses décennies les royalistes aux républicains, puis les tenants d'une république conservatrice et catholique aux partisans d'une république progressiste et laïque, avant de se déplacer sur le terrain économique pour opposer capitalisme et socialisme, puis un libéralisme dérégulé à un libéralisme interventionniste. Bien que sans contenu, cette dichotomie continuerait de faire sens comme l'affirmaient Fuchs et Klingemann (1990) : « *The left-right schema functions as such a generalized mechanism for understanding in the political realm, i. e., we view the left-right schema as a mechanism for the reduction of complexity, which serves primarily to provide an orientation function for individuals and a communication function for the political system.* » Cette perspective rejoint celle qu'avait développée quelques années plus tôt Frédéric Bon (1979) en comparant le discours politique à la parole mythique analysée par Claude Lévi-Strauss. Tout comme le mythe, le discours politique simplifie un réel trop complexe et le ramène à quelques oppositions fondamentales : « Cela ne signifie pas que tous les conflits politiques finissent par se superposer au conflit droite-gauche mais simplement que le travail du discours politique est de réduire les conflits multiformes à l'opposition droite-gauche [...] les catégories de la gauche et de la droite existent d'abord comme formes de l'expression politique avant de se définir par un contenu. » Dans une telle perspective, il ne faut pas s'attendre à trouver dans les données d'enquêtes des permanences très fortes dans les contenus de l'identité politique mais on devrait pouvoir repérer pour une période donnée à quels types d'opposition de valeurs les notions de gauche et de droite sont associées.

Gauche et droite étant des identificateurs simples des positionnements politiques, il était assez normal que les sondages créent des instruments de mesure de ces identités. En France, plusieurs formes de questions ont été élaborées (Chiche et Dupoirier, 1997). Deutsch, Lindon et Weill (1966) présentent les six sondages réalisés avec une échelle en sept positions de 1964 à 1966 par la SOFRES. Ils montrent la stabilité globale de l'indicateur dans le temps (plus stable que les intentions de vote ou les proximités partisans) et la cohérence idéologique des réponses : l'échelle permet d'isoler des familles politiques, une fois défalqué le groupe assez important du « marais » (1). Guy Michelat (1990) a montré que dans la même enquête électorale de 1988, beaucoup de personnes pouvaient déclarer que les notions de gauche et de droite « ne veulent plus dire grand-chose » et pourtant continuer à se positionner sur l'échelle gauche-droite (2). Ces notions seraient perçues par beaucoup comme ne signifiant plus grand-chose en termes d'offre politique, puisque les partis au pouvoir feraient tous à peu près les mêmes politiques ; en revanche les individus continueraient de s'autodéfinir ainsi, manifestant une demande d'identité politique. On peut penser aussi que les notions de gauche et de droite évoquent pour certains enquêtés de grandes idéologies, considérées comme trop absolues, et qu'ils refuseraient de simplement s'auto-identifier à une grande idéologie dichotomique (3). En revanche, se situer sur une échelle comportant de nombreuses nuances est pour certains plus acceptable.

La mesure de l'identité politique s'étant développée dans de nombreux pays, elle a aussi été introduite dans certaines enquêtes internationales. Ainsi les Eurobaromètres comportent dès leurs origines une échelle gauche-droite en dix positions (Bréchon, 1998). Le même instrument de mesure figure dans l'enquête sur les valeurs des Européens (4) réalisée à trois reprises (1981, 1990 et 1999). Cette enquête servira de support empirique à cet article. L'observation des résultats par pays (pour l'ex-Europe des 15) montre que les enquêtés se positionnent rarement aux extrêmes, la distribution ressemblant fortement en 1981 comme en 1999 à une courbe de Gauss (5). La position 5 est la plus choisie (par 22 % des Européens en 1981 et 26 % en 1999). Elle est

(1) Le marais (environ un tiers des Français) comporte à la fois les sans-réponses (entre 10 et 16 %) et ceux qui choisissent la case centrale de l'échelle tout en déclarant par ailleurs qu'ils n'ont pas du tout d'intérêt pour la politique.

(2) D'après les données de la SOFRES, la contestation des notions de gauche et de droite a beaucoup augmenté dans les années quatre-vingt et apparaît stabilisée depuis. En janvier 2002 comme en septembre 1991, 60 % des Français trouvent ces notions dépassées (contre seulement 33 % en mars 1981). Dans la même enquête de 2002, seulement 9 % ne se positionnent pas sur l'échelle en sept positions (Marcel et Witkowski, 2003).

(3) Le non-positionnement atteint par exemple 30 % en 1987 et 1991 lorsque la

question d'identité politique est posée de façon dichotomique (Cayrol, 1992).

(4) Pour une présentation générale et les premières conclusions de l'analyse comparative, voir Bréchon et Tchernia (2002).

(5) Observant les résultats européens de la première vague d'enquête, Jean Stoetzel (1983) notait déjà cette forme gaussienne et écrivait : « Cette constatation est importante. Elle établit qu'il existe dans l'Europe de l'Ouest une continuité aléatoire des positions politiques de la gauche à la droite. Il n'y a pas d'opposition entre les extrêmes avec un vide au centre. Bien au contraire, le centre est le plus plein. Les opinions politiques en Europe ne sont pas deux masses en conflit. » Autrement dit, si le clivage gauche-droite fait sens, il s'agit d'un clivage relatif.

identifiée par beaucoup comme le centre de l'échelle et souvent retenue par des personnes moins politisées qu'à gauche et à droite (6). Ces « centristes » sont cependant beaucoup plus politisés que ceux qui ne se situent pas sur l'échelle et que l'on peut considérer comme très souvent politiquement apathiques et sans compétence politique. Du fait de cette distribution (7), nous avons choisi de recoder l'échelle en trois positions en isolant la position 5, identifiée à un centre, 1 à 4 représentant la gauche et 6 à 10 la droite (8). La comparaison ainsi construite pour 1981 et 1999 (Tableau I, Annexe) montre que le non-positionnement sur l'échelle a plutôt tendance à baisser, ce qui constitue une conclusion importante. Au moment où de nombreuses personnes peuvent penser que la gauche et la droite ne se distinguent plus vraiment dans leurs programmes et qu'elles gouvernent à peu près de la même façon, le positionnement sur l'échelle gauche-droite est plutôt croissant. Il semble donc que ces notions contestées fassent encore sens pour les Européens. La petite progression moyenne du positionnement se fait au profit du centre, gauche et droite restant très stables. Cette stabilité globale masque évidemment quelques mouvements nationaux contradictoires (la droite monte sensiblement en Italie alors qu'elle régresse en Grande-Bretagne, en Irlande et au Portugal).

### **Liens entre orientation politique et valeurs, de 1981 à 1999**

L'identification à la gauche ou à la droite semble constituer un choix lié à tout un univers de valeurs et pas seulement à une orientation électorale ou à l'air du temps. Cette identification politique a du sens sociologique (contrairement à ce que disent parfois certains contempteurs des enquêtes d'opinion). Des mises en exergue de ce sens ont déjà été faites à plusieurs reprises. Knutsen (1995a et 1995b) a par exemple étudié la force respective des liens de la dimension gauche-droite avec la religion, les options économiques et les valeurs matérialistes/post-matérialistes. Utilisant des données européennes sur vingt ans, il conclut que la dimension gauche-droite continue d'exprimer les clivages du passé qui, selon Lipset et Rokkan (1967), ont forgé la culture politique des pays européens mais qu'elle peut aussi exprimer les nouveaux clivages de la société post-industrielle. De façon similaire, nous cherchons à apprécier la validité de l'orientation politique comme principe structurant

(6) En 1999, l'indice de forte politisation (construit sur l'intérêt pour la politique, parler politique avec ses amis, trouver la politique importante dans la vie) est de 45 % dans la moyenne de l'échantillon, de 46 % pour les personnes situées au centre, 64 % pour celles situées à gauche (positions 1 à 4) et 73 % à droite (6 à 10). Ceux qui ne se positionnent pas sur l'échelle sont beaucoup moins politisés encore que les centristes : seuls 17 % d'entre eux ont un haut niveau de politisation.

(7) Notons que la distribution de la même

échelle dans les enquêtes Eurobaromètres est très voisine, qu'elle est très stable de 1976 à 1994 et comporte le même type de relation avec l'intérêt pour la politique (Bréchon, 1998).

(8) Évidemment tout choix de recodage a ses limites. Celui-ci permet d'isoler une position probablement perçue comme centrale par ceux qui sont habitués depuis l'école à des notations entre 0 et 10. Mais il limite la gauche à 4 positions alors que la droite en présente 5. On ne peut donc pas comparer le score des deux « camps ».

des systèmes de valeurs et à mesurer d'abord une éventuelle évolution temporelle dans la force du clivage gauche-droite. Nous présentons dans les Tableaux II et III (Annexe) les croisements de l'échelle recodée en droite et gauche (9) avec, chaque fois que possible, les mêmes indicateurs ou échelles d'attitudes, en 1981 et 1999. Nous avons choisi des dimensions dans des domaines assez différents de valeurs, sans évidemment prendre en compte tous les indicateurs possibles dans l'enquête. Cette analyse est faite sur neuf pays européens enquêtés en 1981 et 1999 (10). L'ordre de présentation va de l'éthique au politique.

Commençons (haut des Tableaux II et III) par l'*attachement aux principes* (11). Les Européens ne les aiment pas beaucoup (12), ils préfèrent agir en fonction des circonstances, en jugeant dans chaque situation ce qu'il convient de faire. Une telle « éthique en situation » est tout à fait symptomatique de l'individualisation contemporaine. Les écarts entre gauche et droite ne sont pas très forts mais se maintiennent de 1981 à 1999 : on trouve un peu plus de personnes favorables à une morale de principes à droite qu'à gauche. De plus, cet écart existe dans pratiquement tous les pays.

La deuxième dimension concerne le *familialisme* (13). Nous retenons la partie de la population la plus attachée aux valeurs familiales traditionnelles. En 1981, le familialisme apparaît comme nettement plus fréquent à droite qu'à gauche. En 1999, les écarts subsistent dans de nombreux pays mais ils se sont affaiblis. Nous avons aussi dénombré les attitudes très favorables à l'*avortement* (14). Celles-ci ont nettement progressé au cours de la période, elles sont beaucoup plus fréquentes à gauche qu'à droite, et les écarts de pourcentage se réduisent à peine.

(9) Nous ne faisons pas figurer dans les tableaux le centre et les non-réponses. Les chiffres présentés identifient donc pour la gauche (positionnement de 1 à 4) et pour la droite (positionnement de 6 à 10) les pourcentages de chaque dimension retenue.

(10) Nous reprenons ici en partie une analyse présentée dans Bréchon (2002b).

(11) Nous retenons tous ceux qui, pour choisir leur action, disent privilégier la première des deux options suivantes : 1) « Il y a des lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Elles s'appliquent toujours, quelles que soient les circonstances » ; 2) « Il ne peut jamais y avoir de lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est le bien et le mal. Cela dépend entièrement des circonstances ».

(12) Il faut cependant noter une petite remontée, étonnante, de la morale de principe entre 1981 et 1999 (32 % contre 26 % en 1981).

(13) Nous avons construit une échelle d'attitudes familiales presque identique en 1981 et 1999. Quatre indicateurs sont communs aux

deux échelles : affirmer qu'un enfant a besoin d'un père et d'une mère pour être heureux, que pour s'épanouir une femme a besoin d'avoir des enfants, que le mariage n'est pas une institution dépassée, désapprouver qu'une femme veuille avoir un enfant en restant célibataire. L'échelle de 1999 comporte deux indicateurs supplémentaires (être tout à fait d'accord avec les opinions : un homme a besoin d'avoir des enfants pour être épanoui, le mariage est indispensable pour être heureux). L'échelle de 1981 ne comporte qu'un cinquième indicateur (désapprouver l'idée de liberté sexuelle totale). On retient dans les deux tableaux tous ceux qui font au moins quatre réponses dites « familia-listes ». Du fait de la différence entre les deux indices, on ne peut commenter l'évolution de l'adhésion aux valeurs familiales traditionnelles entre les deux dates.

(14) Sont retenus tous ceux qui approuvent l'avortement pour une grossesse de femme non mariée et lorsqu'un couple ne veut plus avoir d'enfant.

Nous présentons ensuite une échelle de *libéralisme des mœurs*, qui mesure la tolérance à l'égard de comportements privés, autrefois fortement réprouvés socialement (15). Il apparaît clairement que la tolérance à l'égard de ces comportements s'est beaucoup développée dans les sociétés européennes. De plus en plus, au nom du respect de la vie privée et des choix individuels, beaucoup estiment que chacun doit pouvoir faire en la matière ce qu'il veut, sans que la société ait à légiférer ou à définir une norme (16). Les tableaux montrent aussi que le libéralisme des mœurs est aux deux dates beaucoup plus développé à gauche qu'à droite dans tous les pays européens.

Très favorables au libéralisme des mœurs, beaucoup d'Européens tolèrent difficilement les écarts aux règles du vivre ensemble. C'est ce que montre l'échelle de *tolérance à l'incivisme* (17). Le niveau de cet indice a très peu bougé depuis 1981 et la tolérance est presque partout un peu plus forte à gauche qu'à droite. La permissivité en matière publique est beaucoup moins fréquente qu'en matière privée. Tout ce passe comme si les individus pouvaient faire ce qu'ils voulaient en tant qu'individu à condition de respecter l'ordre public.

Nous retenons ensuite un indicateur concernant les *rappports hiérarchiques au travail* : faut-il toujours suivre les instructions données par les supérieurs ou ne les accepter que si l'on est convaincu de leur validité ? Les partisans du constant respect des instructions et de l'ordre hiérarchique sont minoritaires aux deux dates ; ils sont plus nombreux à droite qu'à gauche dans tous les pays.

Une mesure plus globale des attitudes à l'égard de l'*autorité* permet d'isoler ceux qui expriment une forte attente en la matière (18). L'écart entre gauche et droite est encore observable partout mais les écarts ont baissé en dix-huit ans, du fait d'une évolution sensible à droite (baisse de la forte attente autoritaire dans ce groupe).

(15) Les cinq comportements retenus sont le divorce, l'avortement, l'homosexualité, l'euthanasie, le suicide. Ces indicateurs font partie d'une longue batterie de comportements, publics ou privés, pour lesquels les individus doivent dire, à l'aide d'une échelle en 10 positions, s'ils les estiment jamais justifiés (1) ou toujours justifiés (10). Nous avons ajouté les scores, l'échelle va donc de 5 à 50 et nous retenons pour 1999 (par la méthode des quartiles) environ la moitié de la population la plus permissive. Cela aboutit à retenir tous ceux qui se situent entre 24 et 50 sur l'échelle. Ce découpage est repris pour 1981 de manière à pouvoir lire l'évolution depuis dix-huit ans.

(16) Sur les différentes dimensions des normes sociales, voir Schweisguth (2002).

(17) L'échelle de tolérance à l'incivisme comporte également cinq comportements : demander des indemnités au-delà de ce à quoi

l'on a droit, tricher dans sa déclaration d'impôts, pénétrer dans une voiture qui ne vous appartient pas et faire un tour avec, mentir pour défendre son intérêt personnel, accepter un pot-de-vin dans l'exercice de sa fonction. Elle est à nouveau construite par addition des scores et va donc de 5 à 50. Étant donnée la faible tolérance enregistrée à l'égard de l'incivisme, nous avons retenu aux deux dates tous ceux qui se situent entre 10 et 50.

(18) L'échelle d'attentes autoritaires a été construite avec quatre indicateurs : faire confiance à l'armée, faire confiance à la police, trouver que davantage respecter l'autorité serait une bonne chose, choisir le maintien de l'ordre dans les objectifs prioritaires du pays. L'échelle va de 0 à 4 selon que les individus sont situés au pôle autoritaire ou non autoritaire de chaque indicateur. La demande forte d'autorité retenue correspond au niveau 4.

Les Tableaux II et III retiennent ensuite le désir de *participation citoyenne* (19). Cet objectif est de plus en plus valorisé depuis 1981 par les Européens et cette hausse s'explique en fait à nouveau surtout par une progression chez les personnes de droite : moins demandeuses d'autorité, elles valorisent davantage qu'avant la participation des citoyens aux décisions.

Combattre la *hausse des prix* (20) était évidemment un problème davantage perçu en 1981, en lien avec une forte inflation dans de nombreux pays. Cet objectif semblait un peu plus ressenti à droite, probablement parce que la maîtrise des prix est un gage de compétitivité économique, qui constitue une dimension du libéralisme et une valeur de droite. En 1999, dans un contexte de prix pratiquement stables, les différences entre gauche et droite sur cet objectif se sont évanouies dans de nombreux pays. En revanche cet objectif est beaucoup plus choisi par les personnes qui disposent de faibles revenus, indépendamment de leur orientation politique.

L'item suivant correspond à une question qui contraint les enquêtés à faire un choix difficile entre deux valeurs auxquelles la plupart des Européens se sentent attachés : *la liberté et l'égalité*. Ce choix n'est pas sans lien avec l'orientation politique : la liberté est plus souvent une valeur choisie par les gens de droite alors que l'égalité est plus soutenue à gauche (21). Enfin, la *fierté nationale* forte (22) est beaucoup plus revendiquée par la droite, qui fait preuve aussi de davantage de *xénophobie* (23).

D'après tous les résultats que nous venons de voir, on peut repérer des valeurs qui sont plutôt de droite et d'autres qui sont plutôt de gauche. On peut bien sûr souligner que certaines différences ne sont pas très importantes, on est très loin de relations d'implication. Ce qui est en fait saisissant, c'est que ces relations, même lorsqu'elles sont plutôt modestes, sont identifiables dans pratiquement tous les pays. Autrement dit, si les valeurs de droite et de gauche sont relatives, elles dépassent les frontières nationales ; elles ont un contenu assez semblable dans tous les pays, alors que la vie et les institutions politiques n'y sont pas identiques. La droite est plus traditionnelle en matière morale, familiale, sexuelle, elle valorise la hiérarchie, l'autorité et le nationalisme ; la gauche revendique le libéralisme des mœurs, la participation citoyenne et l'égalité.

(19) Sont retenus ici tous ceux qui choisissent l'item « augmenter la participation des citoyens aux décisions du gouvernement » parmi les objectifs prioritaires du pays.

(20) Comme pour la dimension précédente, nous isolons tous ceux qui choisissent le combat contre la hausse des prix parmi leurs priorités pour le pays.

(21) Jean Stoetzel (1983) notait déjà l'existence de cette liaison : « La liberté est une valeur de la droite, l'égalité est une valeur de la

gauche. Dans tous les pays d'Europe occidentale et même au Japon, ceux qui disent que l'égalité est plus importante que la liberté occupent en moyenne des positions plus à gauche sur l'échelle politique. »

(22) Définie comme le fait de se dire très fier d'être citoyen de son pays.

(23) L'indice de xénophobie dénombre les personnes qui ne voudraient pas avoir des gens d'une autre race ou des travailleurs étrangers et immigrés parmi leurs voisins.

On peut aller un peu plus loin dans l'interprétation des données précédentes en repérant d'une part la force du clivage gauche-droite pour une dimension donnée (différence entre gauche et droite en 1999), d'autre part l'évolution de 1981 à 1999 de ce clivage (Tableau IV, Annexe). On peut ainsi dégager quatre types différents de valeurs :

– Certaines valeurs, dont nous n'avons ici qu'un exemple (combattre la hausse des prix), ne sont pas, ou ne sont plus, l'objet d'une différence entre gauche et droite : on est dans le domaine du consensus établi de valeurs.

– Pour d'autres valeurs, on n'atteint pas encore le consensus mais la réduction des différences entre gauche et droite est forte de 1981 à 1999 : c'est le cas pour les valeurs familiales et pour la participation des citoyens aux décisions du gouvernement. On a le sentiment que certaines valeurs, qui étaient plutôt de droite ou de gauche, sont en train de devenir également partagées.

– Troisième cas de figure, celui du clivage persistant ; il s'agit de valeurs pour lesquelles les différences entre gauche et droite ne baissent pratiquement pas à 18 ans d'intervalle (entre + 1 et - 3) ; le clivage peut dans ce cas de figure être plus ou moins fort mais il apparaît résistant. On semble être alors devant des valeurs plutôt de droite ou de gauche bien établies partout en Europe.

– Dernier cas de figure, celui de l'atténuation sensible d'un clivage qui était fort. Les valeurs considérées restent plutôt de droite ou de gauche, comme dans le troisième type, mais l'atténuation du clivage a été assez nette en dix-huit ans.

La période récente correspond essentiellement soit à une stabilisation du clivage gauche-droite soit à un affaiblissement, léger ou plus prononcé. On peut montrer que l'affaiblissement est parfois explicable surtout par une évolution des personnes de droite, parfois surtout par celles de gauche. Cette tendance depuis les années quatre-vingt rend encore plus difficile l'identification d'une identité de gauche et d'une identité de droite, on doit plutôt dire qu'il y a des valeurs plutôt de gauche et d'autres plutôt de droite, sans que ces références constituent toujours un système construit pour les individus. Les notions de gauche et de droite font toujours sens, mais de façon relative et complexe. Les individus ont une certaine conscience d'être de gauche ou de droite, ils s'auto-évaluent ainsi mais un même positionnement peut correspondre à une assez forte diversité de valeurs et on ne peut construire une échelle d'orientation politique avec l'ensemble des variables prises en compte dans les Tableaux II et III (24) ; on observe simplement certaines « dominantes » ou « polarités », un type de valeurs étant dans chaque pays plus souvent associé à la droite ou à la gauche.

(24) Autrement dit, les valeurs qui sont corrélées à l'échelle gauche-droite n'entretiennent souvent que des relations faibles entre elles, voire pas de relations du tout.

## Identité politique et religieuse

Les individus n'adoptent pas des opinions et des attitudes seulement en fonction d'une identité politique structurée, intégrée durablement par les individus, qui leur fournirait un principe de positionnement identique pour chaque problème. Ils définissent leurs options en fonction des multiples facettes de l'identité. Ainsi le fait d'appartenir à une génération jeune ou âgée, le fait d'être homme ou femme, pauvre ou riche, plus ou moins diplômé, interfère dans le choix de valeurs comme de nombreuses études sur les attitudes ont pu le montrer. Avant de revenir sur certaines de ces dimensions, nous voudrions nous interroger sur les liens entre l'identité politique et l'identité religieuse des individus. Nous avons en effet laissé de côté jusque-là cet aspect très important du système d'attitudes des individus. Les Européens ne donnent en général guère plus d'importance dans leur vie à la religion qu'à la politique (25). On a beaucoup évoqué depuis quelques dizaines d'années la sécularisation des sociétés européennes. Les valeurs religieuses étant en perte de vitesse, beaucoup de spécialistes de sciences sociales n'ont plus cru utile d'étudier leur effet sur l'ensemble du système de valeurs. Si cette hypothèse de la sécularisation est en large partie juste (26), on ne peut en conclure que les identités religieuses n'ont plus d'impact sur les autres domaines de la vie. Car l'identité religieuse doit être prise en compte comme un continuum qui va des attitudes antireligieuses jusqu'à l'adoption d'un système construit de croyances et de pratiques. Le fait d'avoir adopté et intériorisé des options antireligieuses ou d'être indifférent à ces questions conduit à des attitudes dans beaucoup de domaines très différentes de celles des adeptes convaincus des systèmes religieux.

En ce qui concerne la France, la force du lien entre intégration au catholicisme et univers de valeurs a été bien explicitée par Michelat et Simon (1977). La perdurance du phénomène est également souvent mise en évidence (Michelat, 2000 ; Dargent, 2004) (27). En ce qui concerne l'Europe, un précédent article, construit sur les données de l'*International Social Survey Programme (ISSP)* de 1998 (Bréchon, 2002a), montrait que l'intégration au catholicisme et au protestantisme se traduisait par des attitudes plus traditionnelles, plus conformistes et plus à droite (28). Ce type de relation existait dans pratiquement tous les pays pris en compte. Il est important de pouvoir répliquer cette démonstration sur d'autres données et de la vérifier sur un nombre plus large d'échelles d'attitudes.

(25) La vie familiale, le travail, les amis et relations, les loisirs sont jugés beaucoup plus importants que la religion et la politique. Seulement 17 % trouvent que la religion est très importante dans leur vie (8 % pour la politique).

(26) L'hypothèse de la sécularisation est aujourd'hui discutée. Pour une approche, à partir des enquêtes sur les valeurs, voir Lambert

(2002, 2004), ainsi que Norris et Inglehart (2004).

(27) Dans Bréchon (2007a), on montre cependant que cette relation tend à s'affaiblir lentement.

(28) Nous avons aussi essayé de le montrer à partir de l'enquête Valeurs de 1990 (Bréchon, 2003).

Dans ce but, nous avons construit une échelle d'intégration au christianisme qui distingue, pour les catholiques et les protestants, les pratiquants (au moins mensuels) des non-pratiquants mais isole aussi les personnes qui se déclarent sans appartenance confessionnelle (sans religion) et celles qui se disent athées convaincus (29). De 1981 à 1999, le pourcentage de catholiques est passé de 57 à 49 % dans les neuf pays pris en compte, les protestants de 26 à 21 %, alors que les sans-religion progressent (de 11 à 19 %) et que les athées convaincus sont pratiquement stables (30). Si l'indifférence religieuse et les vagues bricolages sans appartenance confessionnelle se développent, ce n'est pas vraiment le cas du rejet des systèmes religieux. On observe aussi une décroissance de la pratique régulière, l'assistance mensuelle à un office passant de 36 % en 1981 à 30 % en 1999. L'hypothèse d'un effritement du christianisme est donc confirmée. Pour autant, l'effet de l'intégration au christianisme sur l'orientation politique semble toujours important, comme le montrent les Tableaux V et VI (Annexe) (31). Les catholiques pratiquants réguliers sont toujours très nettement orientés à droite en 1999 alors que les non-pratiquants sont politiquement plus divers. De 1981 à 1999, le déclin du catholicisme semble surtout se faire au détriment des orientations politiques de gauche (55 % des personnes de gauche étaient catholiques en 1981, seulement 43 % en 1999 ; alors que les catholiques qui représentaient 56 % de la droite en 1981 en représentent désormais 59 %).

Contrairement à une idée reçue, le fait d'être protestant ne conduit pas à une plus fréquente orientation à gauche (32). Les protestants, pratiquants et non-pratiquants, sont plus nombreux à droite qu'à gauche. Les écarts entre protestantisme et orientation politique semblent cependant se réduire de 1981 à 1999. Alors que, pour les catholiques, l'écart entre gauche et droite s'accroît pour les pratiquants (de 16 à 21 points d'écart). Les Tableaux V et VI montrent enfin que les sans-religion et athées convaincus sont très souvent orientés à gauche et que cette spécificité se maintient ou s'accroît légèrement (33). Si les identités politiques semblent plutôt affectées par un

(29) Se dire athée convaincu a un contenu beaucoup plus fort que simplement déclarer que l'on n'appartient pas à une religion. Une personne qui se déclare sans religion, c'est-à-dire sans affiliation confessionnelle, peut avoir des croyances religieuses, elle peut être relativement indifférente ou agnostique, alors qu'un athée affirme plus nettement la non-existence de Dieu et le rejet du religieux.

(30) Ils passent de 3 à 5 %.

(31) Norris et Inglehart (2004) abordent la question du lien entre religion et politique dans leur dernier chapitre. Utilisant à la fois les données des enquêtes (européennes et mondiales) sur les valeurs de 1981 à 2000, ils notent la généralité du lien entre valeurs religieuses fortes et identité politique de droite dans les pays post-industriels. Tout en restant

de très loin la variable la plus explicative des comportements électoraux et de l'identité politique, le clivage religieux serait en train de s'affaiblir.

(32) Cette idée reçue est particulièrement française. Elle est due à l'orientation traditionnellement de gauche d'une partie du protestantisme français. On ne retrouve pas ce modèle au niveau européen. En règle générale, le fait d'être plus intégré au protestantisme conduit à une orientation plus fréquente à droite, tout comme pour les catholiques.

(33) Selon la méthode des écarts entre gauche et droite préalablement employée, la différence gauche-droite passe pour les sans-religion et athées réunis de 16 points en 1981 à 20 en 1999.

processus d'effritement, la relation entre identité politique et religieuse résiste bien, spécialement chez les catholiques. L'explication pourrait en être une baisse du pluralisme politique interne à cette confession. Celui-ci s'était renforcé dans beaucoup de pays européens après le Concile Vatican 2 mais la stratégie de réaffirmation identitaire des années quatre-vingt semble avoir conduit à un retrait du catholicisme de gauche.

Ajoutons que l'intégration au catholicisme et au protestantisme joue un rôle semblable sur les valeurs politiques dans pratiquement tous les pays pris en compte, qu'ils soient de tradition catholique, biconfessionnelle ou protestante. La seule véritable exception concerne les catholiques de Grande-Bretagne. En situation minoritaire dans un pays à majorité anglicane, où l'intégration à l'Église établie favorise une orientation en faveur du parti conservateur, les catholiques ont parfois pris fait et cause pour le travaillisme. On peut noter aussi qu'en Allemagne de l'Ouest l'écart est faible pour les protestants pratiquants : on en trouve presque le même pourcentage à gauche qu'à droite.

Les différences d'orientation politique entre catholiques et protestants apparaissant faibles, il nous a semblé opportun de constituer une échelle de religiosité, indépendamment de l'appartenance confessionnelle (34). Cela nous permettra d'étudier de façon plus simple les liens entre dimensions de valeurs, orientations politiques et religieuses. Cette échelle est bâtie sur dix indicateurs qui tiennent compte des principales dimensions de la religiosité (35). Commençons par observer les relations entre cette échelle et l'orientation politique (Tableau VII, Annexe) pour l'Europe des 15 en 1999. Comme on pouvait s'y attendre, les personnes qui ont une faible identité religieuse sont plus souvent à gauche, alors qu'à l'inverse une identité religieuse forte s'accompagne souvent d'une orientation politique de droite. Mais de nombreuses personnes marient de façon plus complexe les deux univers de valeurs (faible religiosité à droite et forte religiosité à gauche). De plus, pour les personnes centristes ou hors échelle, il n'y a pas de relation avec l'identité religieuse. Tout cela montre la relativité et la complexité des liens entre les deux facettes de l'identité.

(34) Cette échelle ne sera construite que pour 1999, certains indicateurs pris en compte n'existant pas en 1981.

(35) Il existe au moins trois grandes dimensions de la religiosité : les sentiments, les pratiques collectives et privées, les croyances. Les indicateurs suivants ont été retenus : reconnaître que l'on est religieux (plutôt que non-religieux ou athée), trouver la religion très ou assez importante dans sa vie, déclarer trouver force et réconfort dans la religion, assister au moins une fois par mois à un office religieux, être membre d'une organisation religieuse,

prendre un moment pour prier, méditer ou contempler, déclarer prier Dieu au moins une fois par semaine, dire que Dieu est très important dans sa vie (positions 8 à 10 d'une échelle), croire en un Dieu personnel, esprit ou force vitale, croire en une vie après la mort. L'échelle a été répartie en trois groupes : 39 % ont une religiosité faible (0 à 2 indicateurs positifs), 36 % une religiosité moyenne (de 3 à 7) et 25 % une religiosité forte (de 8 à 10). Cette échelle est fortement liée à la précédente (V de Cramer = 0.50 avec l'intégration confessionnelle).

## Effets combinés des identités politiques et religieuses sur les valeurs

Essayons de voir maintenant quel est l'effet *combiné* des identités politiques et religieuses sur les valeurs. On peut dégager plusieurs cas de figures lorsque l'on construit des tableaux (toujours sur l'Europe des 15, en 1999) faisant apparaître, pour chaque dimension de valeurs, ces deux composantes de l'identité. Dans certains domaines, l'identité religieuse semble beaucoup plus explicative que l'identité politique. C'est le cas pour les domaines qui touchent à la morale et aux valeurs familiales. Ainsi la morale de principe (Tableau VIII, Annexe) n'est guère plus valorisée à gauche qu'à droite, lorsque l'on contrôle le niveau d'identité religieuse. Ce type de morale semble d'abord dépendre de l'intégration d'un système de valeurs religieuses. On observe un cas de figure semblable avec l'avortement (Tableau IX, Annexe). Les différences que l'on observe en moyenne entre gauche et droite sont presque entièrement explicables par des différences d'identité religieuse. Autrement dit, à même niveau d'identité religieuse, les personnes de gauche ne prennent pas une position très différente sur l'avortement que celles de droite. En revanche, quelle que soit l'orientation politique des individus, leur option sur l'avortement est extrêmement différente selon leur identité religieuse. Les valeurs familiales traditionnelles (Tableau X, Annexe) sont aussi d'abord dépendantes des orientations religieuses et secondairement de l'identité politique. On est beaucoup plus familialiste lorsque l'on a une identité religieuse forte. Le fait d'être de droite n'a qu'un effet de renforcement modeste sur le familialisme. Concernant le libéralisme des mœurs (Tableau XI, Annexe), c'est à nouveau la variable religieuse qui est la plus prédictive. On est beaucoup plus favorable à la permissivité lorsque l'on n'a pas intégré de valeurs religieuses (36). Cette dominante de l'identité religieuse dans les relations avec les valeurs morales est assez compréhensible. Les religions donnent beaucoup d'importance à ces questions, souvent au centre de leur enseignement. Même si elles revendiquent de pouvoir s'exprimer aussi sur les valeurs politiques, elles le font moins souvent et de manière plus générale ou feutrée. Certaines orientations morales continuent de marquer fortement toute la culture chrétienne, comme les résultats tendent à le montrer.

Il se confirme en effet que pour certaines dimensions plus politiques, la variable religieuse a très peu d'effet. Comme le montre le Tableau XII (Annexe) c'est le cas pour les attentes de participation politique démocratique (choisir « participer aux décisions du gouvernement »). Les personnes de gauche ont davantage de demandes en la matière que celles du centre, de droite ou des personnes qui ne se positionnent pas sur l'axe. Cette relation n'est pas très forte mais elle n'est en rien affectée par l'identité religieuse. L'indice de xénophobie (Tableau XIII, Annexe) ne dépend aussi que de l'identité politique : la gauche apparaît moins xénophobe que les autres catégories et l'identité religieuse ne modifie pas la donne. Notre indice mesure en

(36) L'identité politique a cependant ici un effet propre non négligeable (pour un même niveau religieux, le libéralisme des mœurs augmente d'au moins 12 points).

fait le rejet de principe des étrangers ou des gens d'une autre race. C'est une attitude plutôt rare. Au contraire, on trouve dans l'enquête une question sur la préférence nationale (37) en matière d'emploi, qui mesure une xénophobie plus pragmatique et qui est beaucoup plus répandue. Là encore, l'identité religieuse n'a aucun effet apparent (Tableau XIV, Annexe), alors que l'identité politique joue un rôle important (22 points d'écart entre identité de gauche et non-positionnement sur l'échelle, les apathiques en politique semblant ainsi être les plus favorables à la préférence nationale).

Un troisième cas de figure est identifiable : les deux composantes de l'identité semblent avoir un effet conjoint sur les variables prises en compte et se renforcer mutuellement. C'est ce que montre par exemple le Tableau XV (Annexe), pour l'échelle de demande d'autorité. Les fortes attentes se rencontrent chez les personnes de droite à forte identité religieuse alors qu'elles sont minimales chez les gens de gauche faiblement religieux. Le renforcement est conforme à ce que l'on pouvait imaginer, les valeurs de droite étant plus développées parmi les gens religieux. Le même commentaire pourrait être fait pour la fierté nationale (Tableau XVI, Annexe), d'autant plus élevée que l'on est de droite et religieux. Un renforcement des deux variables est aussi observable sur une échelle d'attitude à l'égard de l'immigration (38), mais le renforcement joue en sens différent : le rejet des immigrés est d'autant plus fréquent que l'on est de droite et à faible identité religieuse (Tableau XVII, Annexe). Voici donc un cas de figure plutôt inattendu : alors que l'orientation de droite et la forte identité religieuse sont positivement liées, on trouve pour l'immigration un renforcement entre identité de droite et faible religiosité. Le rejet est maximal dans la droite peu religieuse et minimal parmi la gauche à forte religiosité. L'identité religieuse affirmée va ici de pair avec un moindre rejet des immigrés, donc avec une attitude plutôt de gauche.

Les effets croisés de l'identité religieuse et politique apparaissent donc particulièrement complexes, puisque tous les cas de figure existent selon le type de valeurs et que même un modèle différent peut être identifié pour des valeurs apparemment proches. Rappelons que l'on n'observe aucun effet religieux pour la xénophobie de principe (Tableau XIII) et pour la préférence nationale à l'emploi (Tableau XIV), alors que l'on en trouve un pour l'échelle d'attitude en matière d'immigration (Tableau XVII). En fait ces trois dimensions ne mesurent pas la même chose. L'échelle sur les immigrés comporte

(37) Chacun est invité à dire son accord ou son désaccord avec la proposition : « Lorsque les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des... (nationalité de pays). » Cette question n'existait pas en 1981.

(38) Cette échelle est construite sur les éléments suivants : laisser venir travailler dans son pays des personnes de pays moins développés tant qu'il y a du travail disponible, trouver bon que les immigrés conservent leurs coutumes et traditions, se sentir concerné par

les conditions de vie des immigrés (beaucoup ou assez), être prêt (certainement ou probablement) à « faire vraiment quelque chose pour améliorer leurs conditions de vie ». Les questions qui constituent l'échelle ont été posées pour la première fois en 1999. L'échelle va de 0 à 4, selon le nombre de réponses favorables aux immigrés de chaque enquête. Le Tableau XVII retient ceux qui sont les moins favorables aux immigrés (niveau 0 ou 1 de l'échelle).

une forte dimension compassionnelle (laisser venir les personnes de pays moins développés, être prêt à les aider) alors que la question sur la préférence nationale est située dans un contexte difficile d'emplois rares (39) et que l'indice de xénophobie mesure davantage l'égalité de principe entre races et nationalités. Les trois dimensions sont liées entre elles mais ne sont en rien redondantes. Le fait que les trois dimensions soient liées à l'orientation politique s'explique assez bien par les composantes classiques des idéologies de droite et de gauche : la gauche valorise l'égalité entre les individus et la solidarité entre les peuples ; elle a été plus tôt ouverte à l'accès à l'indépendance des différentes colonies, plus favorable à des politiques sociales et en faveur des étrangers. Bien sûr, il y a plusieurs traditions de gauche qui n'ont pas toutes valorisé la même attitude à l'égard des étrangers. Mais la tendance observable sur les données est certainement le produit d'une culture qui a majoritairement imprégné les gauches européennes sous de multiples formes.

L'effet de l'identité religieuse est plus difficile à expliquer. En Europe, celle-ci reste fortement marquée par l'univers culturel du christianisme. Or, si la culture chrétienne est souvent liée à des valeurs de droite, ce n'est cependant pas toujours le cas. Concernant la xénophobie et l'immigration, le christianisme est non seulement composite mais il a aussi évolué au cours du temps. Dans beaucoup de pays européens, l'antisémitisme et le racisme ont été très développés au XIX<sup>e</sup> siècle avec la complicité des Églises chrétiennes, ou du moins sans qu'elles ne s'élèvent fortement pour dénoncer ces tendances. La domination coloniale s'est faite avec le soutien du missionnaire. Ce n'est que dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle que de nombreuses Églises ont développé des discours sur l'égalité de tous les hommes et sur l'amour du prochain identifié au pauvre et à l'étranger. Ces discours n'ont pas eu d'effet immédiat ou évident sur les individus. Il apparaît surtout que la valeur de solidarité à l'égard des étrangers est aujourd'hui mieux intégrée par la conscience religieuse que le rejet de la préférence nationale. La conscience religieuse semble perdre son effet dans un contexte économique d'accès à l'emploi rare.

### **Contrôler le poids d'autres facettes de l'identité**

Les identités des individus sont extrêmement composites et bricolées, le choix des valeurs étant pour chacun la résultante (évolutive dans le temps) d'une construction identitaire qui comporte de multiples facettes. Les orientations politiques et religieuses ne sont donc pas les seuls éléments qui président au choix des valeurs et certains pourraient penser que, finalement, ces dimensions sont sans importance si l'on contrôle l'effet d'autres variables,

(39) Il est d'ailleurs révélateur de constater que sur l'ensemble de l'Europe des 15, 36 % des personnes favorables à la préférence nationale à l'emploi (dans un contexte de

rareté) sont aussi d'accord pour laisser venir travailler les gens de pays moins développés, tant qu'il y a du travail disponible.

d'autres composantes identitaires. Nous mettrons donc à l'épreuve d'une régression logistique binaire nos conclusions précédentes. Le Tableau XVIII (Annexe) présente les mêmes variables (40) que dans les Tableaux VIII à XVII, mais en contrôlant l'effet du pays, de l'âge, du niveau d'études et du genre. Contrôler l'effet de l'appartenance à un pays est évidemment très important dans une analyse européenne, puisque l'histoire s'est largement construite autour des nations ; on a cependant déjà vu antérieurement que la dimension gauche-droite gardait un sens, quel que soit le pays considéré. Mais l'effet que nous avons attribué à la religion pourrait être seulement un effet de culture nationale, les religions s'étant elles aussi diffusées sur une base géographique (sur le principe *cujus regio, ejus religio*) et les différents pays européens gardant une spécificité religieuse. La matrice religieuse des cultures est encore aujourd'hui en partie explicative de différences entre pays de tradition protestante d'Europe du Nord et de tradition catholique d'Europe du Sud (Bréchon, 2007b). Par ailleurs les effets de générations, de période ou de cycle de vie peuvent aussi se révéler très structurants (Galland, 2005). Or l'identité religieuse étant plus développée chez les personnes âgées que chez les jeunes, le contrôle de cette variable fait sens. On sait aussi que les âges et les niveaux d'étude sont très liés et qu'il est souvent difficile de démêler l'effet de ces deux variables, d'où la prise en compte des deux dans la régression. Enfin le genre est également contrôlé puisqu'il peut aussi introduire des différences dans les choix de valeurs ; on sait notamment que les femmes restent plus religieuses et plus politisées que les hommes, y compris parmi les jeunes (Pina, 2005).

Le Tableau XVIII présente la statistique de Wald par degré de liberté, ce qui permet une appréhension synthétique de l'influence des différentes variables. Il faut d'abord relever que toutes les variables apparaissent avoir un certain impact, lorsque l'on contrôle l'effet des autres. Ce qui confirme que les individus font leurs choix en fonction de multiples éléments identitaires qui les constituent. Mais le tableau montre aussi que, pour certaines dimensions, un élément est beaucoup plus structurant que les autres. Les quatre premières colonnes, correspondant aux variables des Tableaux VIII à XI, confirment que, pour les valeurs de la morale familiale et individuelle, l'effet de l'identité religieuse est très dominant et celui de l'orientation politique secondaire. Les positions morales des individus sont très dépendantes de leur identité religieuse, ce qui s'explique probablement par la focalisation des discours religieux sur la morale individuelle. Évidemment cette conclusion tire son intérêt de sa généralité : indépendamment de tous les cas minoritaires que l'on pourrait trouver parce que les religions sont très diverses, parce que chacune d'entre elles peut se conjuguer de diverses manières en fonction de l'individualisation des itinéraires des croyants, parce que les indifférents et les non-croyants sont eux-mêmes divers et peuvent aussi adopter parfois une morale traditionnelle, on peut mettre en évidence une liaison statistique domi-

(40) Évidemment nous avons dichotomisé les variables qui ne l'étaient pas.

nante d'après laquelle la morale individuelle est d'abord dépendante de l'attitude religieuse.

Mais on sera attentif au fait que, pour le familialisme, c'est nettement l'âge ou la génération qui apparaissent comme la seconde influence, après l'identité religieuse ; pour le libéralisme des mœurs, l'âge vient en troisième position. Toutes choses égales par ailleurs, les jeunes adoptent sensiblement moins des attitudes familiales traditionnelles (41) mais valorisent au contraire la permissivité en matière de mœurs (42). Cela semble indiquer que la force structurante de l'identité religieuse en matière morale peut être à terme remise en question. Cette implication morale de l'identité religieuse semble mal se reproduire d'une génération à l'autre ou en tout cas ne pas avoir suffisamment de force pour conformer les jeunes Européens sur le même modèle que les aînés. Concernant le libéralisme des mœurs, la seconde variable par ordre d'influence est le niveau d'études, comme si l'ouverture au monde et à la culture rendait d'autant plus réfractaire au contrôle du comportement individuel par les sociétés et les institutions (43).

D'après ce que nous avons vu précédemment (Tableaux XII à XIV), certaines valeurs seraient surtout choisies en fonction de l'orientation politique, l'identité religieuse n'ayant là aucun impact. Il se confirme en effet que la demande de participation démocratique, la xénophobie et la préférence nationale dépendent nettement plus de l'orientation politique que de l'identité religieuse. Mais en fait certaines variables de contrôle semblent souvent jouer un rôle fort, voire dominant. Pour ces trois dimensions, c'est le niveau d'études qui apparaît comme le plus structurant, l'orientation politique n'étant que la seconde variable explicative. Cet impact du niveau d'études confirme, pour la xénophobie et la préférence nationale, de nombreuses études qui ont insisté sur son rôle dans le choix de valeurs universalistes (44). Et pour la demande de participation démocratique, l'effet important des études (et faible de la génération) tend à montrer que la montée de valeurs dites post-matérialistes dans les générations de l'après-guerre tient probablement plus au développement de l'éducation qu'à un simple phénomène générationnel (45).

Les Tableaux XV à XVII montraient quant à eux un effet conjoint de l'échelle gauche-droite et de l'identité religieuse sur la demande d'autorité, la

(41) C'est ce que montre le calcul des coefficients beta (option somme des écarts à 0) : ils sont de - 0.499 pour les 18-29 ans, - 0.202 pour les 30-44 ans, + 0.049 pour les 45-59 ans et + 0.653 pour les 60 ans et plus.

(42) Pour le libéralisme des mœurs, les beta sont de + 0.298 chez les jeunes, + 0.277 chez les 30-44 ans, + 0.042 pour les 45-59 ans et de - 0.617 pour les 60 ans et plus.

(43) Les beta sont de - 0.457 pour ceux qui ont fait des études courtes, + 0.040 pour les durées moyennes et + 0.417 pour les études longues.

(44) Pour certains, l'éducation réduirait

surtout l'expression du racisme, les personnes à haut niveau scolaire sachant mieux masquer leurs sentiments xénophobes dans un contexte européen où celui-ci serait devenu « politiquement incorrect ». Pour d'autres, c'est bien les valeurs profondes des individus qui sont affectées par leur niveau culturel. L'instruction rend plus tolérant à l'égard d'autrui (Coenders et Sheepers, 2003).

(45) On peut penser que Ronald Inglehart (1977) a trop insisté sur les explications économiques de la révolution culturelle introduite par les baby-boomers et pas assez souligné ses liens avec le développement de l'éducation scolaire.

fierté nationale et la perception des immigrés. Là aussi, la prise en compte de la régression logistique complexifie les conclusions. La plus ou moins forte demande d'autorité apparaît en effet dépendre avant tout de l'identité politique et religieuse, mais l'âge joue également un effet important, les jeunes se montrant moins fortement en attente d'autorité que les plus âgés (46). La perception des immigrés dépend aussi prioritairement à la fois de l'orientation politique et de l'identité religieuse, mais le niveau d'études est, comme on pouvait s'y attendre, un facteur favorisant également fortement une perception positive. C'est pour la fierté nationale que le précédent tableau se trouve le plus discutable. Celle-ci est en fait avant tout dépendante de l'appartenance nationale. Ce qui détermine prioritairement le niveau de fierté nationale semble bien être l'histoire et la culture du pays, la grande fierté revendiquée étant très différente selon les pays (47). L'identité religieuse, l'âge et le niveau d'études jouent aussi assez nettement sur la fierté nationale, plus forte chez les personnes âgées, ayant fait peu d'études et à forte identité religieuse. Lorsque les effets précédents sont contrôlés, l'orientation politique n'a plus une très grande influence.

\*  
\* \*

Les conclusions auxquelles nous parvenons sont en fait paradoxales. S'il est clair du point de vue des études historiques que les notions de gauche et de droite n'ont pas de contenu, si ces notions apparaissent aussi aujourd'hui très contestées dans les opinions publiques, elles continuent pourtant d'être revendiquées par beaucoup d'Européens qui acceptent de se positionner sur une échelle gauche-droite. Et on a pu vérifier que ce positionnement n'est pas le fait du hasard, il correspond à des systèmes de valeurs plutôt de gauche ou plutôt de droite qui sont transnationaux. Alors que l'histoire politique est largement une histoire nationale, certains idéaux ont dépassé les frontières ; les représentations du monde vécues par les personnes qui se disent de droite et de gauche dans les différents pays européens ont un certain contenu. Mais ce contenu est relatif et complexe, il est aussi évolutif dans le temps.

L'identité politique ne doit pas être conçue comme un principe unique organisateur de l'ensemble des valeurs. On a essayé de montrer que les différentes facettes de l'identité individuelle contribuent au choix des valeurs. Dans certains domaines, et notamment pour tout ce qui concerne la morale individuelle, l'identité religieuse apparaît même assez déterminante et nettement plus prégnante que l'identité politique. Ces deux registres identitaires ne sont évidemment pas sans liens : des relations subsistent dans tous les pays européens entre forte intégration au christianisme et valeurs de droite, absence de religion et valeurs de gauche. Mais l'articulation des deux registres de valeurs n'a rien d'une implication : les valeurs politiques adoptées par

(46) Le beta est de  $-0.328$  pour les 18-29 ans, de  $-0.142$  pour les 30-44 ans, de  $+0.014$  pour les 45-59 ans et de  $+0.457$  pour les 60 ans et plus.

(47) Seulement 14 % des Allemands de

l'Ouest et 29 % des Allemands de l'Est sont fiers de leur nationalité, 20 % des Néerlandais, 24 % des Belges mais 65 % des Grecs, 72 % des Irlandais et 79 % des Portugais.

les individus ont une autonomie par rapport à leurs valeurs religieuses. De plus, les valeurs des individus sont aussi plus ou moins liées à l'âge ou au niveau d'études. Certaines appartenances objectives continuent donc, à l'ère de l'individualisation des valeurs, d'avoir un certain poids dans le choix des valeurs.

Les rationalités à l'œuvre dans l'adoption des valeurs sont donc très complexes. Elles sont plus facilement identifiables chez ceux qui ont des croyances religieuses et politiques affirmées, donc aux deux extrêmes des dimensions identitaires ; alors que la relativité, les recompositions, les bricolages de valeurs sont plus fréquents chez ceux qui n'ont que des identités peu marquées. À observer les Européens, on découvre un univers de valeurs régulé, mais dans lequel les principes organisateurs sont relatifs et pluriels. Les valeurs adoptées par les individus ne sont souvent pas systématiques, elles ont une certaine flexibilité, ce qui fait leur richesse mais rend les interprétations plus compliquées. Les valeurs intériorisées ont une certaine prégnance, les univers de valeurs ont de la stabilité et, en même temps, les individus et les sociétés peuvent évoluer – en général lentement – dans leur rapport aux valeurs.

**Pierre BRÉCHON**

*Institut d'Études Politiques  
BP 48 – 38040 Grenoble cedex 9*

TABLEAU I. – *Auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite, en 1981 et 1999 (% verticaux)*

	Espagne		Portugal (1)		Grande-Bretagne		Italie		France		Belgique		Irlande		Grèce		Danemark		Allemagne		Autriche (1)		Pays-Bas		Suède		Ensemble	
	81	99	90	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99	81	99
Gauche (1-4)	28	31	21	27	17	21	35	25	30	31	11	22	10	12	26	14	24	22	24	10	16	27	34	33	33	25	26	
Centre (5)	18	23	25	18	28	36	20	18	23	27	15	33	17	36	27	29	26	24	23	8	30	18	22	20	20	22	26	
Droite (6-10)	23	22	45	32	38	24	21	35	28	24	33	28	47	34	35	40	40	41	37	70	35	41	38	40	43	32	31	
NSP, SR	31	24	9	23	18	19	25	22	19	18	41	18	26	18	12	18	10	14	17	12	19	14	4	8	4	21	18	

(1) L'enquête n'ayant pas eu lieu en 1981 au Portugal et en Autriche, les résultats sont pour ces pays ceux de 1990.

TABLEAU II. – *Les dimensions de l'orientation gauche-droite, en 1981, pour 9 pays européens*

	Espagne		Italie		France		Belgique		Grande-Bretagne		Irlande		Allemagne de l'Ouest		Pays-Bas		Danemark		Ensemble	
	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.
Attachement principes moraux	16	31	27	28	14	31	35	42	22	34	19	42	16	25	19	32	8	13	20	30
Fort familialisme (4-5 indicateurs)	13	53	30	49	29	45	18	39	22	42	24	45	21	37	14	38	14	37	24	43
Très favorable à l'avortement	22	5	29	10	34	20	21	13	23	17	10	2	32	12	29	7	67	47	29	14
Libéralisme mœurs fort (24-50)	43	11	41	13	55	32	33	19	41	27	24	7	56	24	68	38	80	57	48	24
Tolérance incivisme forte (10-50)	66	45	28	34	70	57	58	50	42	35	61	35	54	38	60	47	35	21	50	41
Travail : suivre instructions	17	44	17	28	15	31	29	36	44	58	25	51	17	34	27	48	36	66	21	41
Attente forte d'autorité (niveau 4)	16	56	17	45	9	38	9	21	14	52	13	50	10	32	9	32	6	21	13	41
Renforcer la participation citoyenne	53	24	48	28	52	25	54	38	59	38	70	41	64	33	55	26	79	51	55	32
Combattre la hausse des prix	46	65	60	67	49	62	52	59	55	49	48	64	25	39	32	34	23	22	47	51
Préférer la liberté à l'égalité	35	44	32	53	49	66	46	60	61	76	44	52	30	43	48	65	32	64	40	58
Fierté nationale forte	29	60	31	52	21	47	26	32	44	64	44	71	16	25	14	21	18	34	27	45
Xénophobie forte (race, étrangers)	6	17	5	14	7	12	17	22	13	19	6	13	14	29	15	23	5	14	9	20

LECTURE : Sur 100 Européens qui se positionnent à gauche, 20 sont attachés aux principes moraux. Sur 100 Européens de droite, 30 y sont attachés.

TABLEAU III. – Les dimensions de l'orientation gauche-droite, en 1999, pour 9 pays européens

	Espagne		Italie		France		Belgique		Grande-Bretagne		Irlande		Allemagne de l'Ouest		Pays-Bas		Danemark		Ensemble	
	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.
Attachement principes moraux	29	36	31	38	22	30	27	34	32	50	21	48	24	37	23	28	9	8	27	37
Fort familialisme (4-6 indicateurs)	14	30	24	35	33	43	21	32	11	14	5	13	25	32	2	6	20	37	21	30
Très favorable à l'avortement	49	16	35	21	54	46	44	28	32	38	13	5	51	34	50	38	75	65	46	32
Libéralisme mœurs fort (24-50)	66	26	52	32	75	65	67	48	56	43	43	22	67	40	85	70	83	68	65	44
Tolérance incivisme forte (10-50)	61	43	37	43	68	58	66	61	49	35	49	31	52	42	54	43	21	22	54	44
Travail : suivre instructions	27	42	21	29	28	39	25	33	31	47	34	38	27	38	20	38	26	40	26	38
Attente forte d'autorité (niveau 4)	8	33	8	22	18	43	8	16	8	27	12	39	12	24	12	21	10	24	11	28
Renforcer la participation citoyenne	56	42	66	62	54	37	60	46	41	37	72	52	57	56	47	33	54	36	55	48
Combattre la hausse des prix	35	37	31	31	45	45	28	36	21	25	43	47	42	47	17	17	9	11	34	36
Préférer la liberté à l'égalité	43	46	31	43	44	58	42	52	50	62	38	54	58	71	51	65	48	79	45	58
Fierté nationale forte	32	53	32	41	30	46	18	21	36	63	64	71	7	20	14	23	36	48	27	40
Xénophobie forte (race, étrangers)	10	20	14	22	10	19	11	29	9	19	14	16	4	12	6	11	5	15	9	18

Lecture : Principe identique au Tableau II.

TABLEAU IV. – Force du clivage gauche-droite et évolution de 1981 à 1999 : typologie

	Force du clivage en 1999			Force du clivage en 1981 (écart gauche-droite)	Évolution de l'écart 1999-1981
	Gauche 1999	Droite 1999	Écart		
<b>Consensus établi</b>					
Combattre la hausse des prix	34	36	2	4	-2
<b>Consensus en cours de constitution</b>					
Fort familialisme	21	30	9	19	-10
Renforcer la participation citoyenne	55	48	7	23	-16
<b>Clivage persistant, plus ou moins fort</b>					
Attachement principes moraux	27	37	10	10	0
Xénophobie forte	9	18	9	11	-2
Tolérance à l'incivisme	54	44	10	9	1
Très favorable à l'avortement	46	32	14	15	-1
Libéralisme des mœurs fort	65	44	21	24	-3
<b>Atténuation d'un clivage fort</b>					
Préférer la liberté à l'égalité	45	58	13	18	-5
Fierté nationale forte	27	40	13	18	-5
Au travail, suivre les instructions d'abord	26	38	12	20	-8
Attente forte d'autorité	11	28	17	28	-11

Note : La force du clivage gauche-droite en 1999 est mesurée par la différence entre gauche et droite pour chaque dimension, telle qu'elle apparaît dans les colonnes Ensemble du Tableau III, rappelées ici dans les deux premières colonnes. La force du clivage en 1981 a été calculée de la même manière (d'après les colonnes Ensemble du Tableau II). La colonne de droite exprime l'évolution de la force du clivage entre les deux dates (écart 1999-écart 1981).

TABEAU V. – *Intégration religieuse et orientation politique, en 1981, pour 9 pays européens (% verticaux)*

	Espagne		Italie		France		Belgique		Grande-Bretagne		Irlande		Allemagne de l'Ouest		Pays-Bas		Danemark		Ensemble	
	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.
Catholique pratiquant régulier	32	79	45	76	13	39	17	56	7	8	72	92	16	40	9	29	-	-	24	40
Catholique non pratiquant	46	18	44	22	42	44	28	32	8	3	14	5	11	10	8	8	-	-	31	16
Protestant pratiquant régulier	-	-	-	-	-	-	-	-	10	21	2	1	14	18	6	15	10	30	4	12
Protestant non pratiquant	-	-	-	-	-	-	-	-	44	51	-	-	39	25	8	10	65	66	14	20
Sans-religion	13	2	6	1	25	11	35	8	19	9	5	1	14	4	57	24	11	2	17	7
Athée convaincu	8	0	5	1	18	3	14	3	5	1	5	0	6	2	7	2	10	0	8	2

TABEAU VI. – *Intégration religieuse et orientation politique, en 1999, pour 9 pays européens (% verticaux)*

	Espagne		Italie		France		Belgique		Grande-Bretagne		Irlande		Allemagne de l'Ouest		Pays-Bas		Danemark		Ensemble	
	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.	G.	D.
Catholique pratiquant régulier	20	64	47	72	7	28	18	39	7	7	57	82	20	37	10	17	-	-	19	40
Catholique non pratiquant	50	29	20	16	34	47	21	30	7	4	24	8	14	11	8	13	-	-	24	19
Protestant pratiquant régulier	-	-	-	-	-	-	-	-	10	17	0	2	17	20	8	16	19	30	5	9
Protestant non pratiquant	-	-	-	-	-	-	-	-	35	39	-	-	22	21	3	6	63	60	10	13
Sans-religion	19	5	26	11	32	16	34	19	13	11	17	6	20	8	57	41	14	7	25	12
Athée convaincu	12	2	6	1	20	5	17	6	5	1	3	0	4	3	10	3	3	1	10	3

TABLEAU VII. – *Gauche et droite en fonction de la religiosité, pour l'Europe des 15, en 1999 (% verticaux)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	33	24	17	26
Centre (5)	26	26	24	25
Droite (6-10)	22	33	41	31
Non-réponse	19	17	18	18

TABLEAU VIII. – *Attachement aux principes moraux (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	22	25	40	26
Centre (5)	24	27	42	29
Droite (6-10)	29	34	44	36
Non-réponse	27	31	42	32
Ensemble	25	30	42	31

*Lecture* : Sur 100 Européens, 31 sont attachés aux principes moraux.

Sur 100 Européens à faible religiosité et de gauche, 22 sont attachés aux principes moraux.

TABLEAU IX. – *Très favorable à l'avortement (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	60	44	17	48
Centre (5)	47	34	18	35
Droite (6-10)	57	37	13	34
Non-réponse	43	25	11	29
Ensemble	53	36	14	37

*Lecture* : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU X. – *Familialisme élevé (3 à 6 indicateurs positifs) (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	37	45	65	44
Centre (5)	40	51	67	50
Droite (6-10)	43	55	72	57
Non-réponse	32	53	70	48
Ensemble	38	51	69	51

Lecture : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XI. – *Échelle de libéralisme des mœurs forte (24-50) (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	73	64	36	64
Centre (5)	62	51	27	49
Droite (6-10)	61	51	22	44
Non-réponse	57	45	20	44
Ensemble	65	53	25	51

Lecture : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XII. – *Renforcer la participation citoyenne (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	58	56	54	57
Centre (5)	46	49	49	48
Droite (6-10)	45	51	48	48
Non-réponse	38	43	38	40
Ensemble	48	51	47	49

Lecture : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XIII. – *Xénophobie forte (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	9	10	10	9
Centre (5)	15	15	12	14
Droite (6-10)	19	16	19	18
Non-réponse	19	16	17	18
Ensemble	15	14	15	15

*Lecture* : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XIV. – *Préférence nationale à l'emploi (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	43	41	47	43
Centre (5)	59	55	50	55
Droite (6-10)	62	59	64	62
Non-réponse	66	64	64	65
Ensemble	56	55	58	56

*Lecture* : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XV. – *Échelle d'attente forte à l'égard de l'autorité (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	8	13	17	11
Centre (5)	14	19	23	18
Droite (6-10)	24	24	30	26
Non-réponse	10	18	21	15
Ensemble	14	19	24	18

*Lecture* : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XVI. – *Très fier de sa nationalité (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	23	34	39	29
Centre (5)	32	38	40	36
Droite (6-10)	35	41	51	42
Non-réponse	30	39	46	37
Ensemble	29	38	45	36

*Lecture* : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XVII. – *Fort rejet des immigrés (niveau 0 ou 1) (Europe des 15, 1999)*

	Religiosité			Ensemble
	faible	moyenne	forte	
Gauche (1-4)	54	47	38	49
Centre (5)	71	62	50	63
Droite (6-10)	78	68	57	67
Non-réponse	80	67	50	68
Ensemble	69	61	51	61

*Lecture* : Principe identique au Tableau VIII.

TABLEAU XVIII. – *Statistique de Wald pour différents domaines de valeurs (par degré de liberté)*

	Principes moraux	Avortement	Familialisme	Libéralisme des mœurs	Participer décisions gouvernement	Xéno- phobie	Préférence nationale	Demande autorité	Fierté nationale	Immi- gration
Échelle gauche-droite	363	836	303	800	<b>873</b>	<b>755</b>	<b>2 036</b>	<b>2 111</b>	564	<b>2 542</b>
Religiosité	<b>1 959</b>	<b>8 941</b>	<b>4 888</b>	<b>7 266</b>	110	292	701	<b>1 736</b>	1 101	<b>2 467</b>
Pays	359	617	1 127	623	730	378	1 048	721	<b>1 557</b>	964
Âge	313	643	<b>2 798</b>	<b>2 230</b>	254	336	435	<b>1 451</b>	1 048	261
Niveau d'études	339	563	769	<b>2 830</b>	<b>1 301</b>	<b>839</b>	<b>4 929</b>	650	941	<b>2 004</b>
Sexe	653	267	751	1 669	*	219	35	306	331	20

\* non significatif au seuil de 0.001.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bon Frédéric**, 1979. – « Qu'est-ce qu'un vote ? », *Histoire*, 2, repris dans **Yves Schemeil** (éd.), *Les discours de la politique*, Paris, Économica, 1991, pp. 175-188.
- Bréchon Pierre**, 1998. – « Cultures politiques de gauche et de droite en Europe » dans **Pierre Bréchon, Bruno Cautrès** (dirs.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, pp. 251-268.
- 2002a. – « Influence de l'intégration religieuse sur les attitudes : analyse comparative européenne », *Revue française de sociologie*, 43, 3, pp. 461-483.
- 2002b. – « Des valeurs politiques entre pérennité et changement » dans **Pierre Bréchon, Jean-François Tchernia** (dirs.), « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme », *Futuribles*, 277, numéro spécial, pp. 95-128.
- 2003. – « Integration into Catholicism and Protestantism in Europe : the impact on moral and political values » dans **Loek Halman, Ole Riis** (eds.), *Religion in secularizing society. The European's religion at the end of the 20<sup>th</sup> century*, Leiden-Boston, Brill, pp. 114-161 [2<sup>e</sup> éd.].
- 2007a. – « Intégration au catholicisme et valeurs politiques en France » dans **Claude Dargent, Bruno Duriez, Raphaël Liogier** (dirs.), *Religion et valeurs*, Paris, L'Harmattan [à paraître].
- 2007b. – « French values, between Southern and Northern Europe » dans **Ronald Inglehart, Thorleif Pettersson, Yilmaz Esmer** (eds.), *Changing values and persisting cultures. Comparative findings from the world values surveys* [à paraître].
- Bréchon Pierre, Tchernia Jean-François** (dirs.), 2002. – « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme », *Futuribles*, 277, numéro spécial.
- Cayrol Roland**, 1992. – « La droite, la gauche et les références idéologiques des Français » dans **SOFRES, L'état de l'opinion 1992**, Paris, Le Seuil, pp. 57-72.
- Chiche Jean, Dupoirier Élisabeth**, 1997. – « Échelle gauche-droite et choix politiques » dans **Élisabeth Dupoirier, Jean-Luc Parodi** (dirs.), *Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, pp. 233-247.
- Coenders Marcel, Sheepers Peer**, 2003. – « The effect of education on nationalism and ethnic exclusionism : an international comparison », *Political psychology*, 24, 2, special issue « National identity in Europe », pp. 313-343.
- Dargent Claude**, 2004. – « La religion, encore et toujours » dans **Bruno Cautrès, Nonna Mayer** (dirs.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 161-183.
- Deutsch Emeric, Lindon Denis, Weill Pierre**, 1966. – *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Éditions de Minuit.
- Fuchs Dieter, Klingemann Hans-Dieter**, 1990. – « The left-right schema » dans **M. Kent Jennings et al.**, *Continuities in political action : a longitudinal study of political orientations in three Western democracies*, Berlin, De Gruyter, pp. 203-234.
- Galland Olivier**, 2005. – « Les jeunes Européens sont-ils individualistes ? » dans **Olivier Galland, Bernard Roudet** (dirs.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte (Recherches), pp. 39-64.
- Inglehart Ronald**, 1977. – *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton, Princeton University Press.
- Knutsen Oddbjorn**, 1995a. – « Value orientations, political conflicts and left-right identification : a comparative study », *European journal of political research*, 28, 1, pp. 63-93.
- 1995b. – « Left-right materialist value orientations » dans **Jan W. Van Deth, Elinor Scarbrough** (eds.), *The impact of values*, Oxford, Oxford University Press, pp. 160-196.
- Lipset Seymour M., Rokkan Stein**, 1967. – *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*, New York, The Free Press, pp. 1-64.

- Lambert Yves**, 2002. – « Religion : l'Europe à un tournant » dans **Pierre Bréchon, Jean-François Tchernia** (dirs.), « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme », *Futuribles*, 277, numéro spécial, pp. 129-159.
- 2004. – « Des changements dans l'évolution religieuse de l'Europe et de la Russie », *Revue française de sociologie*, 45, 2, pp. 307-338.
- Marcel Stéphane, Witkowski Didier**, 2003. – « Il faut sauver le clivage gauche-droite » dans **SOFRES, L'état de l'opinion 2003**, Paris, Le Seuil, pp. 95-122.
- Michelat Guy**, 1990. – « À la recherche de la gauche et de la droite » dans **CEVIPOF, Nonna Mayer, Daniel Boy** (dirs.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, pp. 71-103.
- 2000. – « Intégration au catholicisme, attitudes éthico-politiques et comportement électoral » dans **Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau** (dirs.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 209-239.
- Michelat Guy, Simon Michel**, 1977. – *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et Éditions Sociales.
- Norris Pippa, Inglehart Ronald**, 2004. – *Sacred and secular. Religion and politics worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pina Christine**, 2005. – « Valeurs des femmes et des hommes : quelles différences pour les jeunes générations d'Europe occidentale ? » dans **Olivier Galland, Bernard Roudet** (dirs.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte (Recherches), pp. 229-255.
- Schweisguth Étienne**, 1994. – « Droite-gauche : un clivage dépassé ? », *Problèmes politiques et sociaux*, 719.
- 2002. – « L'éventail des normes sociales » dans **Pierre Bréchon, Jean-François Tchernia** (dirs.), « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme », *Futuribles*, 277, numéro spécial, pp. 161-176.
- Stoetzel Jean**, 1983. – *Les valeurs du temps présent : une enquête européenne*, Paris, Presses Universitaires de France.